

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Appel d'offres ouvert

*Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5
du Code de la commande publique.*

Marché n°2569B01AO

**Services de rédaction, de photographies, de mise en
page, d'impression de routage et de régie
publicitaire du magazine de la CCI Beaujolais**

Date et heure limites de réception des offres :

3 mars 2025 à 12H00

POUVOIR ADJUDICATEUR

Chambre de Commerce et d'Industrie de région Auvergne-Rhône-Alpes
32 Quai Perrache
CS 10015
69286 LYON CEDEX 02

ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE

Chambre de Commerce et d'Industrie locale du Beaujolais
23 Chemin du Martelet
69400 LIMAS

Site internet : <http://www.beaujolais.cci.fr>

Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Contact cellule commande publique : marchescclb@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Objet et étendue de la consultation | 3 |
| 1.1 - Objet..... | 3 |
| 1.2 - Mode de passation..... | 3 |
| 1.3 - Type et forme de contrat..... | 3 |
| 1.4 - Décomposition de la consultation..... | 3 |
| 1.5 - Nomenclature..... | 3 |
| 1.6 - Réalisation de prestations similaires..... | 4 |
| 1.7 - Renouvellement | 4 |
| 2 - Conditions de la consultation..... | 4 |
| 2.1 - Délai de validité des offres | 4 |
| 2.2 - Forme juridique du groupement..... | 4 |
| 2.3 - Variantes..... | 4 |
| 2.4 - Développement durable | 4 |
| 3 - Conditions relatives au contrat..... | 4 |
| 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution | 4 |
| 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement | 4 |
| 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité | 4 |
| 4 - Contenu du dossier de consultation | 5 |
| 5 - Présentation des candidatures et des offres..... | 5 |
| 5.1 - Documents à produire | 5 |
| 5.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes..... | 7 |
| 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis | 7 |
| 6.1 - Transmission électronique..... | 7 |
| 6.2 - Transmission sous support papier | 8 |
| 7 - Examen des candidatures et des offres | 8 |
| 7.1 - Sélection des candidatures | 8 |
| 7.2 - Attribution des accords-cadres | 8 |
| 7.3 - Suite à donner à la consultation | 11 |
| 7.4 – Dispositif de vigilance | 11 |
| 8 - Renseignements complémentaires | 11 |
| 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact | 11 |
| 8.2 - Procédures de recours | 12 |

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne un accord cadre pour la réalisation du magazine de la CCI du Beaujolais : prestations de rédaction, de photographies, de mise en page, d'impression et de routage, régie publicitaire.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum de 140 000 €HT sur la durée totale de l'accord cadre est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 5 lot(s) :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|-------------------------------------|
| 01 | Prestation de rédaction |
| 02 | Prestation photographique |
| 03 | Prestation réalisation-mise en page |
| 04 | Prestation impression-routage |
| 05 | Prestation de régie publicitaire |

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description |
|----------------|--|
| 92400000-5 | Services d'agences de presse |
| 79961300-1 | Services de photographie spécialisée |
| 79822500-7 | Services de conception graphique |
| 79824000-6 | Services d'impression et de distribution |
| 79341200-8 | Service gestion publicitaire |

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.7 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

Le renouvellement est prévu 2 mois avant l'échéance du l'accord cadre.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

2.3 - Variantes

Variantes facultatives à l'initiative du candidat : aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (ATTRI) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et (DQE) pour les lots 1 – 2 – 3 - 4
- Le bordereau des prix incluant un taux de rémunération, le détail estimatif appliqué à la grille tarifaire, et le taux estimatif d'insertion pour le lot 5
- Cadre de réponse OBLIGATOIRE
- Le Document Unique de candidature (DUC)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés | A renseigner |
|---|--------------------------------|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner | Document Unique de Candidature |
| Le justificatif d'attribution par l'INSEE d'un numéro d'identification (SIRET...) | |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés | A renseigner |
|---|--------------------------------|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | Document Unique de Candidature |
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels | E-Attestations |

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés | A renseigner |
|--|--------------------------------|
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années | Document Unique de Candidature |
| Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat | |
| Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat | |

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent le Document Unique de Candidature (DUC), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME) disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| L'acte d'engagement (ATTRI) et ses annexes | Oui |
| - LOT 1 – 2 – 3 – 4 : Le Bordereau des prix unitaires (BPU) et détail quantitatif estimatif (DQE) en version PDF et en version Excel - Lot 5 : Le bordereau des prix incluant un taux de rémunération, le détail estimatif appliqué à la grille tarifaire, et le taux estimatif d'insertion en version PDF et en version Excel | Non |

| | |
|--|-----|
| Le cadre de réponse OBLIGATOIRE | Non |
| Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat | Non |
| Echantillons pour les lots 1 – 2 – 3 - 4 | Non |

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes

**Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront les échantillons suivants :
Echantillons de références**

- ☞ Lot n°1 = plusieurs exemples d'articles et de dossiers économiques *en vue de juger la qualité rédactionnelle de l'équipe en charge de la rédaction*
- ☞ Lot n°2 = plusieurs exemples de prises de vue *afin de juger de la qualité des prestations photographiques du candidat*
- ☞ Lot n°3 = plusieurs exemples de mise en page de revues à caractère économique *en vue de juger la qualité graphique des prestations pouvant être délivrées par le candidat*
- ☞ Lot n°4 = plusieurs échantillons de papier et échantillons de revues imprimées comprenant des photos *afin de juger la qualité d'impression des supports* - une impression de la Une du magazine selon la maquette fournie.

Il conviendra de transmettre ces échantillons par courrier à l'adresse suivante :

CCIL du Beaujolais

« Marchés publics 2569B01AO - ne pas ouvrir »

23 chemin du Martelet 69400 LIMAS

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°01

| Critères | Pondération |
|--|---------------|
| 1-Prix des prestations | 50.0 % |
| 2-Valeur technique | 35.0 % |
| 2.1-Qualité rédactionnelle des échantillons, démontrant des capacités d'analyse, de synthèse, de traitement d'études, recherches et données économiques, produites par l'équipe en charge de la rédaction (fournir plusieurs exemples d'articles et de dossiers économiques) | 15.0 % |
| 2.2-Profil des interlocuteurs dédiés à la rédaction en chef, à la rédaction et qualification sous la forme d'un CV | 15.0 % |
| 2.3-Méthodologie présentée par le candidat pour réaliser la prestation | 5.0 % |
| 3-Autre | 15.0 % |
| 3.1-Délais d'exécution présenté par le candidat pour réaliser rétroplanning | 15.0 % |

Pour le lot n°02

| Critères | Pondération |
|---|---------------|
| 1-Prix des prestations | 50.0 % |
| 2-Valeur technique | 35.0 % |
| 2.1-Qualité des prises de vue des échantillons fournis | 25.0 % |
| 2.2-Moyens techniques mis à disposition | 5.0 % |
| 2.3-Interlocuteur dédié et qualification sous la forme d'un CV | 5.0 % |
| 3-Autre | 15.0 % |
| 3.1- Délais d'exécution présenté par le candidat pour réaliser un retroplanning | 15.0 % |

Pour le lot n°03

| Critères | Pondération |
|--|---------------|
| 1-Prix des prestations | 50.0 % |
| 2-Valeur technique | 35.0 % |
| 2.1-Qualité graphique de mise en page de revues économiques au vu des échantillons fournis | 25.0 % |
| 2.2-Moyens techniques mis en œuvre, capacités à retoucher les photos | 5.0 % |
| 2.3-Interlocuteurs dédiés et qualification sous la forme d'un CV | 5.0 % |
| 3-Autre | 15.0 % |
| 3.1-Délais d'exécution présenté par le candidat pour réaliser un retroplanning | 15.0 % |

Pour le lot n°04

| Critères | Pondération |
|---|---------------|
| 1-Prix des prestations | 50.0 % |
| 2-Valeur technique | 20.0 % |
| 2.1-Qualité d'impression au vu des échantillons fournis : échantillons de papier et échantillons de revues imprimées comprenant des photos | 15.0 % |
| 2.2-Moyens techniques pour le flashage/impression et le routage | 5.0 % |
| 3-Autre | 30.0 % |
| 3.1- Délais d'exécution présenté par le candidat pour réaliser un retroplanning | 15.0 % |
| 3.2- Démarche environnementale mise en place par le candidat et certifications/labels obtenus : - label imprimvert, - utilisation de papier certifié PEFC ou FSC - utilisation d'encre et vernis respectueux de l'environnement - mesures prises pour la gestion des déchets industriels. | 15.0 % |

Pour le lot n°05

| Critères | Pondération |
|---|---------------|
| 1-Prix | 50.0 % |
| 2-Valeur technique | 30.0 % |
| 2.1-Stratégie commerciale et connaissances dans le domaine de la presse écrite – Plan de commercialisation et performance d'insertion, leviers de commercialisation, remises) | 20.0 % |
| 2.2-Interlocuteurs dédiés et qualification sous la forme d'un CV | 5.0 % |
| 2.3-Volume du portefeuille client, qualification des annonceurs et autres produits commercialisés correspondant à la cible de la CCI | 5.0 % |
| 3-Autre | 20.0 % |
| 3.1-Délais d'exécution sur la base d'un rétroplanning | 5.0 % |
| 3.2-Connaissance du tissu économique du territoire | 15.0 % |

Le critère "Prix des prestations" sera analysé de façon proportionnelle entre les candidats sur la base de l'offre financière. 50 points seront attribués au candidat dont l'offre de prix est la moins disante. La note pour les autres offres est calculée ainsi :

Note = 50 x Prix de l'offre la moins disante/Prix de l'offre.

L'analyse des offres et leur notation sera effectuée principalement sur la base du cadre de réponse. Les autres critères et sous-critères, qu'ils soient détaillés ou non, seront notés à partir du barème suivant :

- 0% de la note : absence d'information par le candidat.
- 20% de la note : réponse insatisfaisante
- 40% de la note : réponse peu satisfaisante
- 60% de la note : réponse satisfaisante
- 80% de la note : réponse très satisfaisante
- 100% de la note : réponse excellente

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

7.4 – Dispositif de vigilance

Dépôt des certificats et attestations sur la plateforme E-attestation :

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations mentionnés aux articles R2143-7, R2143-8 et R2143-9 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

L'attributaire devra déposer ses documents sur la plateforme E-ATTESTATIONS mise à disposition gratuitement par la CCI à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre admis au paiement direct, les sous-traitants devront également déposer leurs documents sur la plateforme **E-ATTESTATIONS**, dans le même délai.

L'attributaire et ses sous-traitants recevront un email d'invitation pour se connecter sur **E-ATTESTATIONS**, depuis l'adresse account@e-attestations.com. Il convient donc de prendre préalablement toutes les mesures nécessaires pour garantir sa bonne réception.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de LYON

184 rue Duguesclin

69433 LYON CEDEX 03

Courriel : greffe.ta-Lyon@juradm.fr

Tel. +334 78 14 10 10

Fax. +334 78 14 10 65

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffe du Tribunal Administratif de Lyon

Palais des Juridictions administratives

184, rue Duguesclin

69433 LYON CEDEX 03

Courriel : greffe.ta-Lyon@juradm.fr

Tel. +334 78 14 10 10

Fax. +334 78 14 10 65

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.